
Géographies anglophones

Entretien avec Claire Hancock par Anaïg Oiry, Champs-sur-Marne,
25 janvier 2023

Anglophone geographies

*Interview with Claire Hancock by Anaïg Oiry, Champs-sur-Marne, January 25,
2023*

Claire Hancock et Anaïg Oiry



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/echogeo/24903>

ISSN : 1963-1197

Éditeur

Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique (CNRS UMR 8586)

Référence électronique

Claire Hancock et Anaïg Oiry, « Géographies anglophones », *EchoGéo* [En ligne], 63 | 2023, mis en ligne
le 30 juin 2023, consulté le 11 août 2023. URL : <http://journals.openedition.org/echogeo/24903>

Ce document a été généré automatiquement le 11 août 2023.



Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 4.0 International
- CC BY-NC-ND 4.0

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>

Géographies anglophones

Entretien avec Claire Hancock par Anaïg Oiry, Champs-sur-Marne,
25 janvier 2023

Anglophone geographies

*Interview with Claire Hancock by Anaïg Oiry, Champs-sur-Marne, January 25,
2023*

Claire Hancock et Anaïg Oiry

RÉFÉRENCE

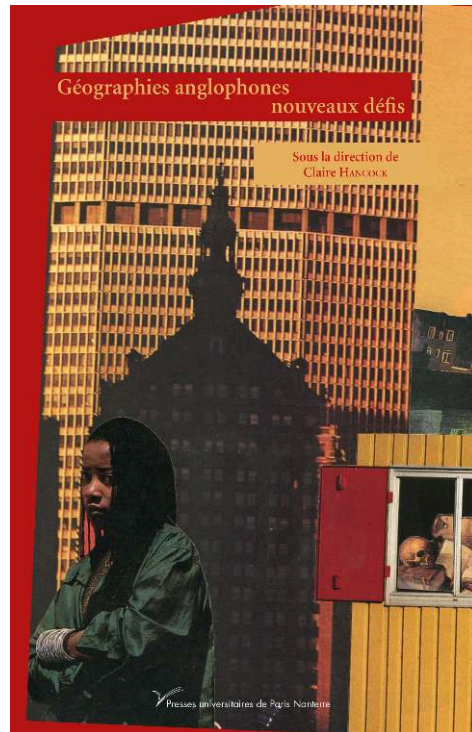
Claire Hancock (dir.)

Géographies anglophones, nouveaux défis

2021. Presses universitaires de Paris Nanterre, 442 p.

Sommaire sous l'URL : <https://presses-universitaires.parisnanterre.fr/index.php/produit/geographies-anglophones-nouveaux-defis/>

- 1 L'ouvrage *Géographies anglo-saxonnes. Tendances contemporaines*, paru en 2001, ouvrait grand aux géographes français les portes des problématiques abordées par la recherche anglo-saxonne, dont certaines leur étaient en partie inconnues : la question du genre, celle des minorités, le postmodernisme. Vingt ans plus tard, le même collectif de géographes, composé de Claire Hancock, Christine Chivallon, Béatrice Collignon, Bernard Debarbieux, Isabelle Géneau de Lamarlière, Jean-François Staszak, fait paraître *Géographies anglophones, nouveaux défis*, aux Presses universitaires de Paris Nanterre. Les questionnements abordés ont changé, laissant place à des développements sur le tournant matériel (chapitre 5), les théories non-représentationnelles (chapitre 6), les enjeux identitaires (chapitre 7), ou encore la question des



échelles (chapitre 2). D'autres se sont renouvelés, offrant aux lectures de nouvelles perspectives sur les méthodologies et épistémologies féministes (chapitre 4) ou sur la géographie économique (chapitre 3). Domine toujours l'idée d'une géographie en prise avec les enjeux politiques de la production des savoirs universitaires, ainsi qu'en témoigne le passionnant chapitre 1 sur l'éthique de la recherche. Claire Hancock, directrice de l'ouvrage, dessine ici les contours d'une anglosphère qui offre aux géographes français de fécondes pistes de dialogue et de réflexions épistémologiques, méthodologiques et politiques.

Annaig Oiry (AO). Est-ce qu'il te semble possible, aujourd'hui, de faire de la « bonne géographie », sans lire et parler anglais ?

Claire Hancock (CH). Il faut définir ce qu'on appelle de la « bonne géographie » et s'abstenir d'avoir des perspectives trop normatives. Personne ne peut prétendre, de son point de vue évidemment situé, dire ce qui est bien et ce qui ne l'est pas. Ce qui me préoccuperait plus, c'est la difficulté qu'on a parfois dans la géographie française, à s'éloigner de constructions très formelles de l'écriture scientifique. La fréquentation de la géographie anglophone m'a apporté une grande liberté de ton. Désormais, quand j'écris, je dis « je ». Ce n'est pas juste une modification de forme, mais une modification de son positionnement par rapport à la recherche. Cela commence à se diffuser dans la géographie française, on est moins sur des formes d'écriture canonique, académique, mais il y a toujours cette phase du grand saut, notamment pour les personnes qui passent des concours, qui apprennent, en Licence et puis dans leur formation au concours, à faire des dissertations. Cela fonctionne un peu comme un carcan de la pensée. Lire dans d'autres langues, pas forcément l'anglais, c'est apprendre que l'on peut construire une argumentation différemment, sans être tenu par l'introduction, la problématique, une annonce du plan, trois parties. Il y a d'autres façons de construire un propos scientifique. C'est surtout cela qui nous donne une certaine liberté de choix. Donc je ne dirais pas que c'est de la

« bonne géographie », mais cela donne un peu de marge de manœuvre pour choisir un mode d'écriture qui nous convient le mieux. Il y a peut-être des géographes pour qui l'ouverture vient de la lecture en espagnol, en italien, en allemand, en chinois. Aller piocher dans les géographies anglophones, c'est intégrer un certain degré de relativisme, qui vient du fait de se confronter à des façons d'écrire différentes.

AO. Avec le collectif d'écriture, vous publiez *Géographies anglophones* vingt ans après *Géographies anglo-saxonnes. Tendances contemporaines*. Est-ce que tu pourrais revenir sur l'origine du projet, à la fin des années 1990 ? Et puis revenir aussi sur la genèse de son actualisation, vingt ans plus tard.

CH. À la fin des années 1990, le projet était venu de Jean-François Staszak, qui avait cette envie de diffuser dans la géographie française des choses qu'on lisait et qu'on découvrait dans les géographies anglophones et qui à l'époque étaient complètement inédites. À la fin des années 1990, si tu voulais lire une revue en anglais, tu allais à la bibliothèque de l'Institut de géographie et tu lisais la revue papier, tout ne se faisait pas en un clic. Moi j'avais fait ma thèse en partie en Angleterre, Christine Chivallon avait eu une année de délégation CNRS dans un labo de Bristol, Béatrice Collignon passait beaucoup de temps avec des collègues canadiens. On était tous en contact, pour des raisons différentes et de manières différentes, avec cette géographe anglophone, qui à l'époque commençait à faire des choses totalement inédites pour nous. Elle parlait du genre, des animaux, des minorités sexuelles, qui étaient des objets dont on n'imaginait même pas que la géographie française de l'époque puisse se saisir. Pour nous, c'était un grand bol d'air frais.

À la fin des années 1990, dans mon souvenir, ce projet a été rapide et indolore. C'est peut-être aussi le fait que je n'étais pas directement partie prenante de sa réalisation matérielle. Cela s'est fait très vite, on a pu se réunir, discuter des textes qui nous intéressaient, on a discuté des thématiques, on s'est vu, c'est allé très vite. À l'époque, il y avait Belin et le directeur de publication de la collection Mappemonde, Rémy Knafou, qui était très favorable au projet. La parution a été rapide. Il faut dire aussi qu'à l'époque, on n'avait pas affaire à la même industrie de publication éditoriale qu'il y a maintenant dans le monde anglo. On écrivait directement aux auteurs ou aux responsables de revues, en évoquant les textes que l'on souhaitait traduire, et ils acceptaient. Dix ans après, le processus a été beaucoup plus compliqué.

L'idée de faire une réédition est venue du fait que régulièrement, je croisais des jeunes collègues qui m'interrogeaient sur un second ouvrage. J'ai convaincu mes collègues qui n'étaient pas forcément très enthousiastes à cette idée, peut-être parce que l'effet de nouveauté s'était un peu émoussé. Je les ai convaincues et le projet s'est lancé en 2010. J'avais envie de retrouver ce qu'on avait eu, transitoirement, avec des réunions, des discussions qui étaient souvent très stimulantes, quand on s'échangeait des textes et qu'on discutait sur nos lectures. On a pourtant rencontré une série de difficultés, tenant d'une part à nos emplois du temps respectifs, au fait qu'on n'était plus, ni les unes ni les autres, jeunes chercheuses, on était toutes submergées de charges administratives lourdes. Cela nous a considérablement freinées, c'était difficile de se réunir, de retrouver une dynamique collective. D'autre part, il y a eu la transformation du monde de l'édition, la disparition de la collection Mappemonde chez Belin. D'autres éditeurs ont été contactés, mais on ne rentrait pas dans leur programmation éditoriale. On a fini par trouver refuge dans la collection Espace et

Justice de l'Université Paris-Nanterre, alors même que le projet n'était pas très axé sur les questions d'Espace et Justice. Comme il y avait déjà la revue *Justice Spatiale / Spatial Justice*, ce n'était pas là que le vide était à combler. Ensuite, il y a eu l'épreuve du feu de contacter les auteurs, les responsables de revues ou les éditeurs, qui nous rebasculaient vers les services de commercialisation. J'ai passé beaucoup de temps à leur expliquer que personne n'allait se faire de l'argent sur ce projet et qu'on était obligées de demander des subventions à nos organismes de recherche. L'ouvrage a été co-subventionné par l'Université de Genève et par l'UMR Passages. Faire comprendre aux éditeurs anglophones la différence entre un monde éditorial où on publie en s'attendant à faire du profit et notre monde éditorial francophone a été un processus long et difficile.

Le démarrage du projet de réactualisation a donc eu lieu en 2010. On a stabilisé nos choix de thématiques et de textes dans les quelques années qui ont suivi. Ensuite, ça a été un parcours du combattant, à la fois pour rédiger les introductions de chapitre, pour les remettre à jour en fonction des nouveaux développements, pour négocier avec le monde éditorial, à la fois côté français et côté anglophone. Le nombre de fois où on a failli renoncer au projet... Mais on est arrivé au bout !

AO. Dans le premier volume, vous parlez de « Géographies anglo-saxonnes », dans le second de « Géographies anglophones », est-ce que tu peux expliquer ce qui se joue derrière ce changement de termes ?

HC. « Géographies anglo-saxonnes », en 2001, ce n'était pas notre choix. C'était un choix de l'éditeur, qui pensait que « géographies anglo-saxonnes » causerait plus d'intérêt, plus de résonance. Nous on était déjà, et c'est dit d'ailleurs dans l'introduction de Jean-François Staszak, plutôt partisan.es d'utiliser « anglophone ». On a passé vingt ans à essayer de se distancier du terme d'« anglo-saxon ». Dès qu'on a eu la main, j'ai imposé « anglophone ». « Anglo-saxon » est une idée ethnique complètement aberrante dans le contexte actuel, on en parle souvent avec une collègue comme Myriam Houssay-Holzschuch : un collègue africain qui écrit en anglais, c'est un Anglo-saxon ? Un collègue indien qui écrit en anglais, c'est un Anglo-saxon ? Je comprends les collègues latino-américains qui utilisent « anglo-saxon » pour dénoncer des rapports de pouvoir, pour se distancier d'une hégémonie politique, culturelle, qui est très fortement ressentie sur le continent américain. Mais je trouve que, côté français, l'utilisation d'« anglo-saxon » est déplacée¹. Nous, ce qu'on décrit comme l'anglosphère, ce sont des gens, pas seulement des collègues états-unien, australiens, canadiens, mais aussi des collègues parfois d'origine espagnole ou italienne. L'anglosphère est un univers dans lequel publient des géographes d'horizons extrêmement différents, d'universités différentes. Nos collègues espagnols, catalans, par exemple, subissent une pression très forte à publier en anglais, parce que leurs institutions ne reconnaissent comme publications valables que la publication en anglais. L'anglosphère est devenue un espace commun, collectif, inégalement accessible et inégalement approprié, mais qu'il faut reconnaître comme ce qu'il est.

AO. Revenons sur les enjeux de traduction des textes. En introduction, il est écrit que vous avez mené une réflexion collective sur ce que représentait la traduction dans un contexte

chargé d'enjeux de pouvoir. Peux-tu expliciter un peu cela ? Tu dis aussi que le rôle de traducteur, de passeur, est un rôle ambigu.

CH. Après la publication du volume 1, mes collègues et moi-même avons été accusés, plus ou moins explicitement, d'avoir joué le rôle de cheval de Troie de l'hégémonie anglo dans la géographie française. Il y a aussi une réflexion plus générale à avoir sur les bénéfices individuels, en termes de carrière, que l'on retire du fait d'être celui ou celle qui se met dans cette position d'être le passeur ou la passeuse dans ce type de circulations des savoirs². On a beaucoup réfléchi là-dessus, mais on a continué à faire ce travail pour nos étudiants et pour le petit nombre de collègues pour lesquels ce qui est publié en anglais est inabordable, inaccessible. On sait que, pour les étudiants, le coût d'entrée dans un texte en anglais est considérable, même au niveau master. Si on veut enseigner avec ces façons de penser, avec ces textes, il nous incombe de faire ce travail de pré-mâchage, de mise à disposition des textes, avec la spécificité du format sous forme d'anthologie ou de *reader*, qui donne accès au texte tel qu'il est écrit, avec quelques adaptations, quelques simplifications parfois. Parce que quelle est l'alternative au *reader* ou à l'anthologie ? C'est le manuel, qui pour moi à une utilité dans les premières années de Licence, mais le saut qualitatif est trop important ensuite au moment où les étudiant.es arrivent en master. Ils sont confrontés, pour la première fois, non pas seulement à des textes en anglais, mais à des textes scientifiques tout court.

AO. Pour poursuivre un peu sur ces enjeux de traduction, vous dites bien qu'il y a certains termes qui vous ont posé souci à traduire, je pense par exemple au chapitre 7, avec *identity politics*. Pourquoi la traduction de ce terme-là est particulièrement difficile dans un contexte français ? Tu peux choisir un autre exemple, une autre notion pour vous a posé problème, pour illustrer les difficultés de la traduction.

CH. *Identity politics*, c'est assez bien choisi parce que de manière récurrente, un des soucis qu'on a en français, c'est de ne pas avoir suffisamment de mots. Prenons par exemple *politics* et *policy*. Certes on peut dire « le politique » et « la politique » mais il faut surtout faire la différence entre les politiques publiques (*policies*) et ce qui constitue le politique en dehors de l'action publique. On est souvent victime, quand on traduit de l'anglais vers le français, de cette ambiguïté du terme politique en français. Par exemple, quand on parle d'*identity politics*, les Français ont souvent l'impression qu'on parle des politiques publiques, de discrimination positive ou des politiques publiques pour reconnaître des identités, alors que ce n'est pas du tout ça. *The politics of*, c'est vraiment le politique au sens du plus multiforme et ouvert possible. C'est pour ça que je traduis souvent *The politics of* par « les enjeux politiques de », parce que c'est vraiment cette dimension politique dans tout ce qu'il a de grouillant, de multiforme, de flou. C'est pour cela qu'on a gardé *identity politics*, parce que c'est un objet de débat aussi dans le contexte états-unien, parce que cela permet de garder l'épaisseur des débats.

C'est ce que l'on apprend aussi en circulant entre différents univers linguistiques : nos façons de construire les débats et les controverses scientifiques sont quand même fortement inscrites dans un cadre linguistique propre, mais aussi dans un cadre politique. Je reprends juste un exemple que j'ai en tête, c'est « communauté » et ce que l'on appelle *community* en anglais. J'ai en tête l'exemple de collègues québécois qui utilisent le terme de « communauté » mais dans un sens au fond beaucoup plus proche de *community*. Même s'ils sont francophones, ils sont dans un contexte politique qui fait que le terme n'a pas le même sens. On est obligé de faire un travail

pour ne pas perdre cette espèce de relief, d'épaisseur du contexte social, politique, culturel dans lequel on écrit.

AO. Lorsque vous avez réfléchi à la sélection des textes et à la construction du plan de l'ouvrage, à ce que vous vouliez mettre en lumière dans l'édition de 2021, est-ce que, par rapport à l'édition de 2001, vous avez eu des sujets d'étonnement par rapport à des évolutions constatées dans l'évolution des géographies anglophones ? Des objets, des questions qui vous paraissaient évidents à traiter en 2001, qui ne l'étaient plus forcément en 2021 ? Ou au contraire des objets qui ont pris une importance beaucoup plus forte ?

CH. Le postmodernisme, la postmodernité, c'est quelque chose qui n'est plus du tout un objet discuté, on n'en parle plus, il s'est fondu dans le paysage. Tout comme les approches en termes de genre, elles sont devenues tellement transversales à tout qu'on ne les isole plus forcément en tant que telles. Il y a aussi la question de la démultiplication des publications, de plus en plus pointues, spécialisées. La géographie des émotions fait l'objet d'une revue à part entière. Ce sont des choses dont il devient commun de parler, souvent dans un contexte pluridisciplinaire. Entre 2010 et 2012, quand on a fait le choix des textes, il y avait aussi la fameuse « *non-representational theory* », dont on nous disait que c'était primordial. Ce courant se structurait en réaction à ce qui avait été perçu par certains comme le tournant excessif de la prise en compte des représentations en géographie, l'accent de plus en plus fort mis sur les discours, les représentations, les images, les imaginaires, au point que cela ne devienne quelque chose de perçu comme hégémonique. En réaction à cela, il y avait à la fois le tournant matériel et les théories non-représentationnelles. On s'est senti obligé·es de plonger là-dedans à cause de nos interlocuteurs anglophones. On n'a pas été forcément très convaincu·es par le courant non-représentationnel, je pense que cela se sent dans la façon dont le chapitre est construit. Ce courant a fait sens à un moment dans la géographie, notamment britannique, mais il n'a pas fait date autant que ce à quoi on aurait pu s'attendre au début des années 2010. Mais on a quand même tenu à l'inclure dans le bouquin de 2021, parce que cela nous paraissait être un exemple intéressant sur la façon dont se construit, dans le contexte anglophone, la controverse scientifique. De ce point de vue, le texte de Tim Cresswell qui se bagarre, bataille intellectuellement, avec la *non-representational theory*, me semblait exemplaire de la façon de mettre la controverse scientifique, le débat scientifique, sur la place publique. En soulignant à la fois ce qui est intéressant, mais aussi les interrogations et les réserves qui ne semblent pas pouvoir être surmontées facilement. Quand on essaye d'investir le monde de l'anglosphère, quand on soumet des articles, on se prend souvent une volée de bois vert, mais qui donne aussi quantité de pistes constructives. Le texte de Tim Cresswell est particulièrement intéressant parce qu'il montre bien la façon dont on peut avoir à la fois une fin de non-recevoir, un « je n'adhère pas à ce que vous dites », tout en entrant en dialogue très serré avec des idées. Et cela, c'est quelque chose qui est très stimulant dans le contexte anglophone.

AO. Dans l'édition de 2021, vous faites le choix de séparer d'un côté les méthodologies et les épistémologies féministes, dans un chapitre spécifique, et de traiter dans un autre chapitre les enjeux *queer*, les enjeux de sexualité, de performance. Est-ce que tu peux préciser à quoi correspond ce choix ? Comment est-il apparu ?

CH. Cela relevait un petit peu de l'évidence parce que, dans le contexte français, on rabat souvent les méthodologies et épistémologies féministes sur la recherche sur le genre et sur les femmes alors que la géographie anglophone des dix ou vingt

dernières années montre qu'elles ont un impact plus large sur l'ensemble des façons de faire de la géographie. Ce ne sont pas juste des thématiques nouvelles, ce sont vraiment des contestations épistémologiques et méthodologiques de grande envergure. C'était donc important de les traiter de manière différenciée. On pensait aussi que ce serait utile. On sait que beaucoup de nos jeunes collègues doctorants, doctorantes, qui veulent s'appropriier ces méthodologies, ces épistémologies féministes, se voient en France renvoyer l'idée que ce serait nécessairement des postures qui seraient des postures militantes. Or, pour nous, ce sont des postures scientifiques, épistémologiques, qui interrogent nos méthodologies de recherche. C'est une façon de questionner la pensée scientifique et de la pousser à faire mieux et à aller plus loin, dans la réflexivité, dans le positionnement du chercheur ou de la chercheuse, par rapport à ses objets de recherche. L'expérience montre aussi que l'on peut faire une géographie des minorités sexuelles ou une géographie des femmes, qui n'est pas forcément féministe, ni dans ses méthodologies, ni dans son épistémologie.

AO. Vous mettez aussi beaucoup en lumière des points saillants de différence entre géographie anglophone et géographie française. La géographie anglophone serait plus politique, souvent aussi plus critique, plus théorique, parfois plus réflexive aussi. Et en même temps, vous montrez que la géographie critique et les pensées radicales se sont diffusées en France. Comment peut-on interpréter cette diffusion ? Uniquement sous l'angle d'un mouvement de rattrapage des géographies anglophones ? Ou bien est-elle à penser dans un mouvement plus large de circulations des radicalités ?

CH. Il y a deux niveaux de réponse. Tout d'abord, l'ouvrage est un *reader* évidemment sélectif. On est allé chercher des sujets et des questions qui nous intéressaient. Il existe des champs considérables des géographies anglophones qui ne sont ni critiques, ni radicales, ni féministes. Ce sont des choix qu'on assume, on n'avait pas envie d'en parler. On est allé poser des questions à nos collègues canadiens, états-unien, britanniques en leur disant « qu'est-ce que vous retiendriez, vous, comme apport décisif majeur sur les dix dernières années ? ». Ensuite, on a fait un tri parce que tout ne nous intéressait pas. Il y avait des choses qui nous paraissaient redondantes avec ce qui se faisait en France.

AO. Qu'est-ce qui pouvait être redondant, par exemple ?

CH. En géographie urbaine, en ce qui concerne les recherches sur la gentrification, on a développé suffisamment de travaux pour ne pas avoir besoin d'aller piocher chez nos collègues géographes travaillant en anglais. Par exemple, le livre auquel a participé Matthieu Giroud sur ces questions vient d'être traduit en anglais³. C'est bien que ça circule dans tous les sens. Il y a une circulation des pensées radicales qui n'inclut pas uniquement les francophones et les anglophones mais aussi des chercheurs qui pensent et écrivent en espagnol, en italien, en allemand par exemple. Il y a énormément de courants, décoloniaux et autres, dont on a bien sûr beaucoup à apprendre. L'idée n'est donc pas de dire « ils sont plus radicaux que nous, il faut qu'on les rattrape », mais : « il faut arrêter de ne les percevoir que comme des vendus au grand capital ». Lire ou écrire en anglais ne signifie pas céder à l'hégémonie de capitalistes forcenés.

Il ne s'agit pas non plus de démentir le fait que certains de nos collègues anglophones, y compris parmi les plus radicaux, sont pétris de contradictions. Ils dénoncent le libéralisme, le capitalisme, mais ils collaborent avec les revues qui appartiennent à Elsevier ou à d'autres grands groupes. Ils participent donc à des structures d'exploitation. Il ne faut pas idéaliser ce qu'il se passe dans le monde

anglophone, mais le regarder comme un espace où on peut valoriser certaines recherches sans se faire rejeter comme c'est le cas dans certaines revues françaises. Il y a un rejet violent de certaines formes de pensée qui s'opère dans les revues françaises, francophones. On veut inviter certains jeunes collègues à écrire des textes qui ont du mal à se faire accepter dans des revues de géographie française classique, mais qui seront entendues, valorisées, publiées, ou au moins qui trouveront du répondant, dans cet univers foisonnant de la publication en anglais.

Je ne suis pas sur l'idée qu'on a un « retard » à rattraper, il ne faut pas penser en termes linéaires, historiques, mais regarder le vaste monde qu'il y a en dehors de l'édition en français. Le choix a été fait de mettre l'accent sur l'univers anglophone, car on sait que c'est quelque chose qui va être attendu, sinon requis, pour nos jeunes collègues dans la recherche. Mais il y a aussi ces espaces d'immense liberté de publication, et de foisonnement d'idées qui existent dans des univers de publication par exemple latino-américains, par exemple sur le genre et les sexualités. On n'est pas obligé de passer sous les fourches caudines de la publication en anglais. Il y a sans doute des univers fabuleux que je ne connais pas en serbo-croate, en hindi, mais je n'y ai pas accès.

Il faudrait qu'on arrive à dépasser, dans nos façons de recevoir ce genre d'ouvrage, l'idée que on est en train de déférer à l'hégémonie anglophone. Il faut penser cet espace de géographie anglophone comme un espace potentiellement émancipateur pour nous, ne serait-ce que parce qu'il y a des questions qui sont des questions qui fâchent en géographie française et dans les sciences sociales françaises plus généralement. Par exemple la question féministe, qui n'a pas assez de reconnaissance scientifique, à mon sens, mais aussi les travaux sur la race. On a un niveau d'ignorance, de méconnaissance des travaux sur les questions raciales, en France, qui est assez confondant. De ce point de vue-là, publier en anglais peut être un moyen d'échapper aux fourches caudines de la bienpensance française où il ne faut surtout pas parler de la race parce que ça serait être racaliste ou racialisant. On sait très bien que ces questions-là sont pertinentes et qu'elles sont nécessaires à prendre en compte dans la recherche. On ne va pas pouvoir préserver cet angle mort de la recherche française, au prétexte qu'on a enlevé le mot « race » du préambule de la Constitution française, et c'est là que je reviens sur le rôle du contexte politico-médiatique en France. Il faudrait vraiment s'interroger sur ce qu'on cherche à faire en faisant de la race cette espèce de mot tabou et ce champ tabou sur lequel il faudrait s'interdire de réfléchir. On peut trouver des alliés du côté de cette anglosphère que l'on se représente volontiers comme étant une espèce de rouleau compresseur hégémonique. Il y a beaucoup de collègues qui sont de plein pied là-dedans, qu'ils soient anglophones natifs ou pas, et avec qui on peut forger, me semble-t-il, des coalitions intéressantes.

NOTES

1. Voir notamment à ce sujet Durand-Dastès F., 2007. Un envahisseur linguistique : l'Anglo-saxon. *Cybergeo: European Journal of Geography* [En ligne], Débats. URL : <http://journals.openedition.org/cybergeo/11933> ; et Chabal E., 2013. The Rise of the Anglo-Saxon. French perceptions of the Anglo-American World in the long twentieth century. *French Politics, Culture and Society*, vol. 31, n° 1, p. 24-46.
 2. Voir par exemple à ce sujet Bourdieu P. et Wacquant L., 1998. Sur les ruses de la raison impérialiste. *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 121-122, p. 109-118 ; ainsi que Hancock C., 2016. Traduttore traditore, the translator as traitor. *ACME: International E-Journal for Critical Geographies* [En ligne], vol. 15, n° 1, p. 15-35 [special issue *Translation as critical practice* edited by Shadia Husseini de Araujo and Mélina Germes]. URL: <https://acme-journal.org/index.php/acme/article/view/1294/1156>
 3. L'ouvrage collectif *Gentrifications*, dirigé par Marie Chabrol, Anaïs Collet, Matthieu Giroud, Lydie Launay, Max Rousseau et Hovig Ter Minassian, paru chez Amsterdam en 2016, a paru en traduction anglaise chez Berghahn en 2022 sous le titre *Gentrifications, views from Europe*.
-

INDEX

Thèmes : Sur l'Écrit

AUTEURS

CLAIRE HANCOCK

Claire Hancock est Professeure des universités à l'UPEC et membre du Lab'Urba. Elle récemment publié:

- Hancock C., 2022. Ce que le féminisme fait aux géographies du politique. *In* Argounès F. (dir.), *Géographies du politique*. Neuilly, Atlande, p. 429-432.
- Hancock C., 2022. La justice spatiale : un souffle nouveau pour la géographie critique ? *In* Rouget N., Baron N., Cattaruzza A., Lemarchand N., Sepúlveda B., *Fragments de géo*. Saint-Denis, Presses universitaires de Vincennes, p. 175-195.
- Hancock C., 2021. 'Seeing like a city', or 'seeing like a state' in a city? Paris, capital of femonationalism. *Environment and Planning C: Politics and Space* [En ligne], vol. 40, n° 1. URL: <https://journals.sagepub.com/doi/full/10.1177/23996544211002524> - DOI: <https://doi.org/10.1177/23996544211002524>